

Le 19 octobre 1977, le premier ministre (M. Trudeau) a déclaré à la Chambre que le gouvernement fédéral étudierait également la possibilité d'organiser un référendum sur la question de l'indépendance du Québec. Cette nouvelle arrive au moment où le Parti québécois prépare son référendum au Québec. Il est donc temps que tous les Canadiens participent au débat.

Nous parlerons également dans cette session de plusieurs changements constitutionnels proposés qui permettront de renforcer la dualité du Canada. C'est une tâche longue et difficile qui nous attend.

Monsieur l'Orateur, j'ai promis d'être bref, et je tiendrai ma promesse. Pour terminer j'aimerais dire à la Chambre et aux Canadiens de réfléchir un instant sur la discription que Sa Majesté la Reine a faite du Canada dans un de ses discours: Elle a dit et je cite:

Chaque fois que je viens dans ce merveilleux pays qu'est le Canada, avec ses vastes ressources et ses possibilités illimitées, j'éprouve un sentiment de gratitude de ce que les Canadiens aient su si bien établir cette démocratie vigoureuse, qui convient à un peuple fier et libre.

A la résidence du gouverneur général, elle a dit:

Du point de vue de l'histoire, la grande réussite canadienne ce n'est pas seulement d'avoir su parvenir à la prospérité, mais d'avoir su le faire dans la diversité de sa société et dans la paix.

Dans un monde divisé par les différences de race, de couleur, de langue, de religion et d'idéologie, l'expérience canadienne nous apporte un message d'espoir.

Le Canada, comme n'importe quel autre pays, a de graves problèmes à résoudre. Certains lui sont propres, certains sont dus à des conditions extérieures qui échappent à notre contrôle. Au seuil de cette nouvelle session parlementaire, n'oublions pas que nous sommes ici tout d'abord et essentiellement pour assurer au peuple canadien un bon gouvernement, et un gouvernement responsable. C'est une vaste tâche en perspective et bien que les problèmes ne manquent pas, nous sommes bien décidés à réussir.

Nous saurons mettre fin à la crise de confiance du Canada.

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, la Chambre des communes vient de vivre une journée peu ordinaire. Il est peu ordinaire en effet que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) ait l'aplomb de se lever et de prendre la parole un jour ou l'une des principales industries dont il est chargé signale la plus importante mise à pied qu'on ait connue depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, et il n'a rien à objecter. Il est peu ordinaire que le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) qui représente la région touchée, puisse déclarer que, selon lui, le secteur des ressources naturelles n'a pas véritablement besoin de l'appui et de l'encouragement du pays. C'est un jour à marquer d'une pierre blanche!

● (1622)

Cet après-midi, je voudrais parler du discours du trône. Je me plie au rituel—parce que le rituel est souvent beaucoup plus important que le fond ici—et remercie les comotionnaires de l'Adresse de nous avoir si habilement communiqué leur pensée. Je le fais en sachant bien que quiconque se fait le défenseur de ce discours doit faire preuve de beaucoup d'ingéniosité. Tel fut le cas de ces deux députés.

C'est un texte stupide, monsieur l'Orateur. Il ne renferme rien de ce qui distinguait d'habitude les discours du gouvernement dans de telles circonstances. Ce qui est vraiment étonnant, c'est qu'à une époque où les citoyens demandent au

gouvernement et au Parlement de leur montrer la voie à suivre, le gouvernement n'ait même pas présenté de liste de bills ni de programme législatif pour la prochaine session du Parlement. Nous ne pouvons compter sur le discours du trône pour savoir quelle orientation va suivre le pays parce qu'il n'y a pas grand-chose d'édifiant là-dedans.

Il faut étudier trois textes: le discours du trône, le discours du premier ministre (M. Trudeau), avant-hier, et le discours du ministre des Finances (M. Chrétien), hier soir, pour essayer de prévoir ce que le gouvernement va faire au sujet des grands problèmes qui affligent notre pays, problèmes que tous s'accordent à reconnaître: l'économie, l'unité nationale, et j'en ajouterais un troisième, très, très important, la réforme de notre institution. Ces trois choses sont très étroitement liées entre elles.

Les Canadiens ont trouvé très peu de réconfort dans le discours du premier ministre. Je ne suis pas du tout d'accord avec le député de York-Est (M. Collenette), car j'imagine que rarement dans l'histoire de la démocratie parlementaire le chef d'un pays a pris la parole avec si peu de compréhension du problème, si peu de passion, si peu d'exhortation à l'action que le premier ministre l'a fait l'autre après-midi.

Dire que l'analyse de nos problèmes économiques faite par le premier ministre est du niveau du cours d'initiation à l'économie, serait faire insulte au corps professoral. Elle était bien en dessous de cela. Il y a eu quelques interpellations sur le fait qu'il citait Adam Smith mais, de toute évidence, il n'a même pas lu très attentivement les travaux de cet économiste. S'il ne s'agissait pas d'une question aussi grave, un duo d'acteurs tels que Wayne et Shuster auraient pu reprendre les propos du premier ministre sur les problèmes économiques de notre pays et en faire un excellent sketch.

Le premier ministre a affirmé que nous n'avions pas besoin d'une nouvelle théorie économique. Mais il en proposait cependant une, monsieur l'Orateur. Il a dit que c'était à cause de notre responsabilité collective, étant donné notre culpabilité collective, que nous avions des ennuis au Canada dans le domaine économique. Au cours de ses années d'incurie il nous a offert les théories économiques de Marshall, celles de Keynes, celles des néo-keynesiens, et ensuite celles de Galbraith pour finalement nous servir aujourd'hui des théories économiques freudiennes.

Ce que nous propose le premier ministre est une théorie psychologique du phénomène économique car la faute, comme dirait Brutus, réside en nous-mêmes. D'après le premier ministre, la source du problème ne se trouve pas dans la façon dont son gouvernement a géré l'économie mais plutôt chez les Canadiens. Ils sont insatiables. Ils ne mettent pas assez d'ardeur au travail. Nous n'avons pas entendu de théorie économique de ce genre depuis William Stanley Jevons et la théorie des taches solaires en 1870. Cela me rappelle 1930 quand il y avait des gens pour dire: «Ne vous inquiétez pas, les choses vont s'améliorer si nous ne parlons que de prospérité». Je ne me souviens pas qui a dit cela cet après-midi mais quelqu'un a déclaré que si seulement nous adoptions une attitude optimiste les choses évolueraient d'une façon positive. C'est ce qui s'est produit en 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937 et cela n'a rien donné.